



## Déclaration de la CGT

Le 9 mai 2012

# Place au changement par le progrès social

Une majorité de citoyens a élu un nouveau Président de la République le dimanche 6 mai 2012. La participation importante des électrices et électeurs témoigne de leur mobilisation pour intervenir sur les choix à venir.

Le résultat de l'Élection présidentielle exprime un « désaveu » pour N. Sarkozy. Sa politique autoritaire et antisociale, son passage en force sur la réforme des retraites et sa façon de gouverner sont maintenant clairement sanctionnés. La CGT s'en félicite.

L'élection de François Hollande est aussi l'expression d'une forte aspiration à un changement de politique économique et sociale. Elle s'était déjà exprimée dans les mobilisations sociales en 2009, 2010 et dernièrement lors du 1<sup>er</sup> mai 2012 contre les discriminations et pour la justice sociale.

L'influence des thèses racistes et xénophobes a été omniprésente tout au long de la campagne. La CGT poursuivra son combat contre la division, les idées d'extrême-droite et les discriminations, pour « le travailler et vivre ensemble ».

Un contexte, à priori plus favorable à la satisfaction des revendications, est créé. Il doit se traduire par des décisions nouvelles, propres à changer le quotidien des salariés, retraités et privés d'emploi, à donner confiance aux jeunes dans leur avenir alors que les exigences patronales et celles des marchés financiers sont toujours aussi présentes.

L'intervention et l'action syndicale doivent être renforcées. Dans l'immédiat, tous les syndicats doivent refuser l'extension de la flexibilité exigée par le MEDEF au travers des accords dits « compétitivité emploi ».

**Un véritable changement passe par la création d'emplois, l'augmentation des salaires, la reconnaissance et la valorisation du travail, de son contenu et de sa finalité, le développement des services publics sur l'ensemble du territoire, un haut niveau de protection sociale et une véritable politique industrielle.**

# La réponse aux enjeux économiques passe par une autre répartition des richesses au service du développement humain durable

L'avenir de l'Europe ne peut se construire par la mise en concurrence sociale et fiscale entre pays, il faut une Europe solidaire et sociale axée sur la croissance et la coopération et non sur l'austérité généralisée imposée à l'ensemble des salariés.

La CGT continuera à être active pour le progrès social indispensable pour sortir de la crise et entend créer les conditions de l'action syndicale unitaire pour y parvenir.

**Dans cette situation nouvelle et ouverte, la CGT appelle les salariés, les retraités, les privés d'emploi à rester mobilisés, à s'organiser, à se syndiquer à la CGT pour poursuivre leur action au travail, dans la vie, dans la cité pour faire aboutir leurs revendications.**

## **La CGT réaffirme ses dix exigences :**

- Revaloriser les salaires, les pensions et les minima sociaux.
- Contrôler les aides publiques aux entreprises.
- Contraindre les entreprises à des alternatives aux licenciements.
- Suppression des exonérations fiscales et sociales sur les heures supplémentaires.
- Stopper les suppressions d'emplois et rétablir la retraite à 60 ans.
- Développer les politiques publiques et les moyens des services publics.
- Réformer la fiscalité en profondeur.
- Créer un pôle financier public et établir un mécanisme de crédits à taux réduits.
- Taxer les mouvements spéculatifs de capitaux et éradiquer les paradis fiscaux.
- Mettre en place un fond européen de solidarité sociale et de développement économique.

**L'Union départementale CGT du Nord souligne l'importance des Elections législatives des 10 et 17 juin prochains, dans le prolongement de l'Election présidentielle.**

En effet, il sera de la responsabilité des futurs députés de voter (ou non !) les lois qui impacteront le quotidien des salariés actifs, retraités et privés d'emploi.

**L'Union départementale CGT du Nord rappelle qu'en aucun cas l'extrême-droite ne peut ouvrir une perspective de sortie de la crise.**

**La justice sociale nécessite un vrai changement de politique, qui ne peut pas passer par l'élection des candidat(e)s de l'ancienne majorité présidentielle.** Ses représentants seront toujours porteurs d'une politique consistant à favoriser les actionnaires et les plus riches... et de choix contribuant à faire payer la crise aux salariés, retraités et privés d'emploi qui n'en sont pas responsables.

L'Union départementale CGT du Nord appelle les salariés actifs, retraités et privés d'emploi à aller s'exprimer les 10 et 17 juin prochains pour créer un nouveau contexte plus favorable aux revendications et au progrès social.